



**Programme
Alimentaire
Mondial**

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2015/7/2

15 octobre 2015

ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS SRI LANKA 200866 (2016–2017)

Marqueur de l'égalité hommes-femmes: 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie
Courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. I. Omer
Directeur de pays
Courriel: ismail.omer@wfp.org

RÉSUMÉ

Malgré la croissance économique et la fin d'un conflit de 30 ans, Sri Lanka connaît une insécurité alimentaire et une malnutrition importantes. Sur les 20 millions d'habitants que compte le pays, 4,8 millions sont sous-alimentés et 2,4 millions sont en situation d'insécurité alimentaire. La malnutrition touche un quart des femmes et des enfants. Le taux de retard de croissance est de 13,1 pour cent et le taux d'émaciation de 19,6 pour cent; quant à l'insuffisance pondérale, elle atteint 23,5 pour cent. La fréquence accrue des catastrophes naturelles exacerbe l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les ménages à faible revenu.

Après les interventions que le PAM a menées à Sri Lanka pour faire face aux effets de la guerre civile et du tsunami, le programme de pays 200866 sera conforme aux priorités du Gouvernement en matière de développement, qui ont notamment trait à la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les effets des chocs climatiques dans le cadre de l'engagement pris en faveur du Défi Faim zéro. Le programme de pays sera également en harmonie avec le Plan d'action multisectoriel en faveur de la nutrition, le programme "*Unstoppable Sri Lanka 2020*" et diverses initiatives.

Les objectifs du présent programme de pays, d'une durée de deux ans, sont d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux chocs climatiques. Le programme de pays 200866 est mis en œuvre en collaboration avec le Gouvernement, d'autres institutions des Nations Unies et des partenaires, aux fins suivantes:

- réduire la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes (Objectif stratégique 4);
- accroître l'apport alimentaire et améliorer les taux de fréquentation des écoliers du primaire dans les zones d'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 4);
- renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux chocs et faciliter l'adaptation au changement climatique (Objectif stratégique 3); et
- accroître les capacités gouvernementales de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Objectif stratégique 3).

Le bureau de pays dispose des capacités voulues en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, d'évaluation de la sécurité alimentaire et d'enrichissement des aliments pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en partenariat avec le Gouvernement.

Établis en fonction des évaluations des marchés, des réactions des bénéficiaires et du suivi post-distribution, les transferts de type monétaire seront utilisés pour toutes les activités de renforcement de la résilience. Les transferts alimentaires en nature seront utilisés pour la nutrition et l'alimentation scolaire.

Le programme de pays 200866 est conforme aux objectifs du Millénaire pour le développement, aux objectifs de développement durable, au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017) et aux Objectifs stratégiques 3 et 4. Le soutien technique fourni par le PAM facilitera la transition vers un programme de pays à long terme avec une stratégie claire de transfert des responsabilités.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil approuve le programme de pays Sri Lanka 200866 (2016–2017) (WFP/EB.2/2015/7/2), qui requiert 10 956 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 7,9 millions de dollars É.-U. et des transferts de type monétaire pour un montant de 4,5 millions de dollars, soit un coût total pour le PAM de 19,7 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

JUSTIFICATION DU PROGRAMME

1. Sri Lanka a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2010 après l'adoption de politiques de développement efficaces¹, mais le pays continue de lutter contre les conséquences d'un conflit de 30 ans qui a infligé des dégâts économiques et sociaux considérables; les indicateurs du développement et de la nutrition stagnent. Sur les 20 millions d'habitants que compte le pays, 4,8 millions sont sous-alimentés² et 2,4 millions sont en situation d'insécurité alimentaire³. Un quart des femmes et des enfants souffrent d'anémie et d'insuffisance pondérale⁴.
2. L'enquête menée en 2012 par l'Institut de recherche médicale de Sri Lanka sur la nutrition et les micronutriments indiquait des taux de prévalence au niveau national de 13,1 pour cent pour le retard de croissance, de 19,6 pour cent pour l'émaciation et de 23,5 pour cent pour l'insuffisance pondérale. Dix-sept districts sur 25 présentaient un taux de prévalence du retard de croissance supérieur à la moyenne nationale, et l'émaciation se situait dans une fourchette allant de 14 pour cent dans le Puttalam à 34,9 pour cent dans le Kilinochchi; le seuil fixé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'établit à 15 pour cent. Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffraient de carences en vitamine A, et 15 pour cent de carences en fer. D'après les données de suivi et les rapports de terrain, l'insécurité alimentaire touche les écoliers, en particulier dans la province du Nord, où le fonctionnement des écoles a été perturbé par le conflit. Dans cette province, 43 pour cent des ménages sur lesquels portait l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée par le PAM en 2012 étaient en situation d'insécurité alimentaire.
3. Confronté à cette situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Gouvernement a formulé en 2010 la Politique nutritionnelle nationale; le Conseil national de la nutrition a lancé en 2013 le Plan d'action multisectoriel en faveur de la nutrition, qui s'inscrit dans le cadre de cette politique. Le plan attribue des responsabilités et des fonds aux ministères sur la base des cinq objectifs fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS⁵. Le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont été chargés d'appuyer l'intervention nutritionnelle dirigée par le Gouvernement, et d'autres institutions des Nations Unies sont mobilisées pour le plan d'action. En 2012, Sri Lanka a adhéré au mouvement Renforcer la nutrition, et le PAM a apporté un soutien aux responsables de Save the Children de l'Alliance de la société civile, qui se sont mobilisés en faveur du mouvement. Le PAM appuie le programme d'enrichissement des aliments mis en place par le Gouvernement en mettant en œuvre des activités d'analyse des terres, de formulation de politiques et d'enrichissement des aliments, qui seront poursuivies dans le cadre du programme de pays 200866.
4. Ces quatre dernières années, inondations, épisodes de sécheresse et cyclones ont eu des répercussions sur les moyens d'existence et le bien-être de millions de Sri-lankais,

¹ Selon la Banque mondiale (2014), le taux de croissance économique de Sri Lanka était de 6,4 pour cent en 2013-2014. Sri Lanka occupe le 73^{ème} rang sur 187 pays au classement de l'indice de développement humain de 2014.

² PAM et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2013. *Global Food Security Update*. Rome.

³ Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, 2012.

⁴ http://www.unicef.org/srilanka/activities_1667.htm.

⁵ OMS. 2012. Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. Genève.

notamment parmi ceux qui pratiquent l'agriculture et la pêche. Les inondations et les glissements de terrain qui se sont produits en décembre 2014 et la sécheresse qui a suivi ont endommagé les maisons et d'autres actifs, entraîné des déplacements et causé la perte de récoltes et de moyens d'existence. En raison des mauvaises récoltes dues aux conditions météorologiques, les prix à la consommation des denrées ont augmenté, et le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a été multiplié par trois⁶, pour atteindre 657 000 dans les zones touchées par les inondations de décembre 2014.

5. Dans le Nord et dans l'Est, les effets des déplacements et des pertes de moyens d'existence causés par 30 ans de guerre civile se font encore sentir. Dans les provinces du Nord et de l'Est, 1,1 million de personnes, soit 40 pour cent de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire. La faim et la malnutrition persistent dans la province d'Uva, qui se trouve dans le Sud-Est. L'insécurité alimentaire saisonnière est plus élevée dans les zones au nord et au sud du fait des chocs climatiques récurrents et du délabrement des systèmes d'irrigation.
6. L'insécurité alimentaire chronique qui touche les ménages pauvres dans les plantations de thé et dans les zones d'agriculture pluviale du Sud-Est est le résultat de la pauvreté, des catastrophes naturelles, de l'endettement, du manque de possibilités de subsistance, de l'instabilité des cours du riz et du manque d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les filets de sécurité mis en place par le Gouvernement, comme les programmes *Samurdhi* et *Pin-padi*, n'ont pas permis de venir pleinement à bout de ces problèmes en raison de l'insuffisance des ressources et de failles dans le ciblage.
7. Le Gouvernement s'est engagé à relever le Défi Faim zéro et est en passe de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement concernant la réduction de la pauvreté et l'éducation primaire pour tous⁷. Il œuvre aussi à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier ceux ayant trait à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle parmi les populations vulnérables. Les priorités du Gouvernement en matière de développement se retrouvent dans son programme "*Unstoppable Sri Lanka 2020*" et sa Stratégie d'investissement public pour 2014–2016.
8. Les progrès accomplis sur le plan de la parité entre les sexes dans l'éducation et de l'accès aux services ne se sont pas traduits par l'égalité sur le lieu de travail ou dans l'administration publique. L'indice d'inégalité entre les sexes est de 0,383, ce qui plaçait Sri Lanka au 75^{ème} rang sur 149 pays en 2013. Au Parlement, 5,8 pour cent seulement des sièges sont occupés par des femmes, alors que 72,7 pour cent des femmes ont terminé le cycle d'enseignement secondaire, contre 75,5 pour cent des hommes. La participation des femmes sur le marché du travail est de 35 pour cent, contre 76,4 pour cent pour les hommes. Trente-trois pour cent des femmes travaillent dans le secteur agricole, contre 27 pour cent des hommes, ce qui signifie que les femmes sont plus durement touchées par les chocs climatiques⁸. Dans les provinces du Nord et d'Uva, 55 pour cent des ménages dirigés par une femme souffrent d'insécurité alimentaire, contre 39 pour cent de ceux dirigés par un homme. Le programme de pays 200866 sera centré sur ces provinces.

⁶ Selon une évaluation rapide multisectorielle menée du 30 décembre 2014 au 5 janvier 2015.

⁷ Selon le rapport 2014 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le taux de pauvreté a reculé, passant de 26,1 pour cent en 1991 à 6,7 pour cent en 2013.

⁸ Département du recensement et des statistiques de Sri Lanka. 2015. Enquête sur la population active de Sri Lanka. Colombo.

9. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes seront intégrées dans les activités du programme de pays 200866, conformément à la politique en matière de problématique hommes-femmes. Le PAM veillera à ce que les femmes participent sur un pied d'égalité à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tenant compte de cette problématique. Des mesures seront prises pour promouvoir l'accès des femmes à des fonctions de direction, dans un souci de respect du principe de responsabilité; le PAM collaborera avec l'équipe des Nations Unies chargée de la problématique hommes-femmes afin de favoriser l'utilisation de la fiche de suivi des résultats sur l'égalité des sexes et aidera le Gouvernement à promouvoir l'égalité des sexes. Le bureau de pays suivra les progrès réalisés sur le plan de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les activités du PAM et fera rapport à ce sujet.
10. Le PAM est présent à Sri Lanka depuis 1968: il a une grande expérience des interventions d'urgence liées aux catastrophes et des initiatives de développement comme les programmes d'alimentation scolaire et de nutrition. Il fournit une assistance dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200452 dans la province du Nord touchée par le conflit: la présente prolongation est centrée sur la nutrition, l'alimentation scolaire, la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de crise, et le renforcement des capacités nationales.
11. Le programme d'alimentation scolaire du PAM a été testé en 2003 et ensuite transposé à une plus grande échelle pour couvrir 194 700 garçons et 205 300 filles répartis dans 15 des 25 districts. Grâce à la collaboration et au développement des capacités du Gouvernement, la responsabilité du programme d'alimentation scolaire a pu être transférée en grande partie en 2010; désormais, le PAM met en œuvre le programme d'alimentation scolaire uniquement dans la province du Nord au profit de 160 000 élèves. Il en transfèrera la responsabilité une fois qu'il aura fourni l'assistance technique destinée à venir à bout de certains obstacles comme l'absence de politique nationale en matière d'alimentation scolaire et l'utilisation de modèles d'alimentation non testés.
12. Aucune menace majeure liée à la situation politique ou aux conditions de sécurité ne pèse sur le PAM. D'après le système établi par les Nations Unies, le niveau d'insécurité est "minimal" dans l'ensemble du pays, et le Gouvernement collabore étroitement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les risques d'inondations et de sécheresses récurrentes sont cependant élevés et peuvent entraver les opérations du PAM.
13. Compte tenu de la prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire ainsi que des chocs climatiques répétés, le programme de pays 200866 renforcera les initiatives du gouvernement aux fins suivantes: i) prévenir et traiter la malnutrition, en particulier la malnutrition aiguë modérée; ii) assurer l'alimentation scolaire; iii) renforcer la résilience; et iv) développer les capacités en vue de transférer à terme la responsabilité des activités. Les interventions seront conçues et mises en œuvre sur la base des évaluations du PAM concernant les transferts de type monétaire, les activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), l'alimentation scolaire et les partenariats. Selon les constatations issues d'une évaluation financière, les transferts de type monétaire constituent la modalité la plus adaptée pour les activités 3A. La nécessité de renforcer les capacités gouvernementales en vue de la mise en œuvre des interventions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sera prise en compte dans toutes les activités. Le programme de pays 200866, d'une durée de deux ans, ouvrira donc la voie à un programme de pays à long terme.

PRIORITÉS DU PROGRAMME ET PARTENARIATS

14. Le programme de pays 200866 sera mis en œuvre en partenariat avec les institutions des Nations Unies, le Gouvernement et des partenaires non gouvernementaux. Ses objectifs, conformes aux Objectifs stratégiques du PAM, sont les suivants⁹:
- réduire la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes (Objectif stratégique 4);
 - accroître l'apport alimentaire et améliorer les taux de fréquentation des écoliers dans les zones d'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 4);
 - renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux chocs et faciliter l'adaptation au changement climatique (Objectif stratégique 3); et
 - accroître les capacités gouvernementales de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Objectif stratégique 3).
15. Le programme de pays 200866 contribuera au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2013–2017; le PAM, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont les organismes chefs de file du pilier 1 du PNUAD, et les interventions du PAM appuieront les piliers 3 et 4¹⁰.
16. Le programme de pays sera axé sur les zones qui sont touchées par une insécurité alimentaire élevée, la malnutrition et une forte prévalence de l'émaciation, une extrême pauvreté et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Les zones touchées par le conflit dans la province du Nord ciblées par l'IPSR 200452 continueront de recevoir l'assistance du PAM. Les zones sujettes à des catastrophes naturelles dans les provinces de l'Est, du Centre et d'Uva seront également ciblées.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE

	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Composante 1 – Nutrition	26 800	63 200	90 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée – enfants de moins de 5 ans	26 800	30 200	57 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée – femmes enceintes et mères allaitantes	–	33 000	33 000
Composante 2 – Alimentation scolaire	80 800	79 200	160 000
Composante 3 – Renforcement de la résilience	11 280	12 720	24 000*
TOTAL	118 880	155 120	274 000

* Soit 6 000 participants à des activités 3A bénéficiant de transferts de type monétaire, et les membres de leur ménage (quatre personnes en moyenne).

⁹ Objectif stratégique 3 – Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; Objectif stratégique 4 – Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

¹⁰ Le pilier 1 du PNUAD pour 2013–2017 appelle à une croissance économique équitable et à des moyens d'existence durables; le pilier 3 est axé sur la gouvernance, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'intégration sociale et la protection; le pilier 4 porte sur la durabilité environnementale, la résilience face au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe.

COMPOSANTES DU PROGRAMME

Composante 1: Soutien nutritionnel aux groupes vulnérables

17. Cette composante appuiera le Plan d'action multisectoriel du Gouvernement en faveur de la nutrition visant à réduire le retard de croissance et l'insuffisance pondérale sans pour autant accroître le surpoids. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée à travers une supplémentation alimentaire ciblée sera intégré dans les services de santé des zones où la malnutrition est élevée¹¹ et qui bénéficient d'investissements nationaux à long terme. Cette activité doit permettre de venir en aide à 57 000 enfants âgés de 6 à 59 mois et à 33 000 femmes enceintes et mères allaitantes.
18. Le programme de pays 200866 aidera le Gouvernement à lutter contre les carences en micronutriments. Le PAM assurera des activités d'éducation nutritionnelle à l'intention de groupes de femmes et d'hommes, et aidera le Gouvernement à promouvoir la consommation d'aliments enrichis et nutritifs.
19. Le PAM apportera un soutien technique au Ministère de la santé afin de garantir la qualité du *Thripasha*, un aliment composé enrichi localement destiné aux enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, et sa disponibilité en quantité suffisante. Le programme de pays 200866 prévoit le suivi pendant et après la distribution, et le PAM appuiera le développement des capacités dans l'usine de production du *Thripasha*. L'analyse de la chaîne d'approvisionnement déterminera les possibilités de commercialisation de ce supplément.
20. Le programme de soutien nutritionnel ciblera les districts dans les provinces du Nord, d'Uva et du Centre, où les taux d'émaciation sont élevés. La supplémentation alimentaire ciblée utilisera du SuperCereal pour les femmes enceintes et les mères allaitantes et du SuperCereal Plus pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.
21. La composante relative à la nutrition sera mise en œuvre en partenariat avec le Gouvernement. Le PAM, l'UNICEF, la FAO et l'OMS aideront le Gouvernement à transposer à plus grande échelle les interventions nutritionnelles. Le PAM apporte son concours à la réalisation d'une enquête nutritionnelle de référence à l'échelle du pays concernant les écoliers, les femmes enceintes et les mères allaitantes, menée par l'Institut de recherche médicale de Sri Lanka.

Composante 2: Alimentation scolaire

22. Après le transfert partiel des responsabilités au Gouvernement, le programme de pays 200866 poursuivra cette activité dans la province du Nord, où l'insécurité alimentaire est la plus forte. La composante relative à l'alimentation scolaire prévoit la distribution quotidienne de repas nutritifs à 160 000 écoliers afin de lutter contre la faim et d'accroître les taux de fréquentation et de rétention. Chaque enfant recevra une ration du PAM composée de riz, d'huile et de légumes secs, à laquelle s'ajouteront des légumes fournis par le Gouvernement.
23. À l'appui de l'engagement du Gouvernement en faveur d'un modèle viable d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, le PAM a démarré un atelier sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)¹², afin

¹¹ Districts de Jaffna, Mullaitivu et Kilinochchi dans la province du Nord; districts de Badulla et Moneragala dans la province d'Uva; et district de Trincomalee dans la province de l'Est.

¹² Voir: <http://saber.worldbank.org/index.cfm>.

de collecter et de partager des données sur les politiques et les institutions d'éducation liée à la nutrition. La recommandation en résultant, qui prône l'établissement d'une feuille de route pour l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire durable et efficiente, est suivie; le PAM aidera le Gouvernement à choisir les groupes d'écoles où les modèles d'exécution seront expérimentés.

24. Les repas scolaires présentent une grande diversité: certains sont cuisinés à l'école, d'autres sont préparés à l'extérieur, ou encore se composent d'une seule tasse de lait. Dans le cadre du programme de pays 200866, le PAM aidera le Gouvernement à formuler une politique nationale d'alimentation scolaire prévoyant des objectifs, des pratiques de distribution et des menus harmonisés, et fournira une assistance technique afin d'intégrer l'alimentation scolaire faisant appel à la production locale dans la politique nationale. En collaboration avec la FAO, le PAM aidera les partenaires à élaborer des directives et à former le personnel national aux méthodes de suivi et d'évaluation.
25. Le PAM veillera à ce que les hommes et les femmes participent sur un pied d'égalité aux comités de gestion de l'alimentation scolaire et aidera les femmes à accéder à des fonctions de responsabilité. Il sensibilisera en outre les partenaires à la nécessité de fournir aux femmes et aux hommes impliqués dans ces comités une formation leur permettant d'exercer des fonctions de responsabilité.

Composante 3: Renforcement de la résilience afin de réduire les risques et la vulnérabilité face aux chocs

26. Cette composante sera axée sur les zones sujettes à des catastrophes naturelles et en situation d'insécurité alimentaire dans les provinces du Nord, d'Uva, de l'Est et du Centre, et appuiera les interventions prises en main par les communautés comme la préservation de l'environnement, la remise en état des terres et la récupération de l'eau. Les ménages les plus vulnérables bénéficieront d'activités de diversification des moyens d'existence à travers la création d'actifs et la formation à des compétences susceptibles d'offrir des débouchés sur le marché du travail¹³. Le PAM travaillera avec le Gouvernement sur l'approche de l'étude globale des moyens d'existence et de la résilience ainsi que sur l'utilisation de l'atlas de la sécurité alimentaire pour recenser les communautés les plus vulnérables. Les résultats de ces travaux sont utilisés lors de consultations pour recenser les activités tenant compte des moyens d'existence. Les enseignements tirés de l'expérience seront utilisés pour favoriser la participation des communautés et concevoir les activités 3A.
27. Les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise seront transposées à plus grande échelle pour répondre aux besoins en matière de réduction des risques de catastrophe. Le PAM aidera le Gouvernement à améliorer la gestion de ce type de risque et travaillera avec le PNUD et la FAO à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. Pour faire face à l'insécurité alimentaire, il faut disposer d'indicateurs rigoureux pour mener les évaluations. Le PAM continuera de fournir une assistance technique à l'Institut public de recherche agronomique et de formation Hector Kobbakaduwa, axée sur l'évaluation de la sécurité alimentaire, le suivi et le recensement des zones et des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Ces outils seront incorporés dans le prochain programme de pays, en 2018.

¹³ Il s'agit notamment d'artisanat, de cultures maraîchères en saison sèche, de transformation des produits alimentaires et d'élevage.

28. Les activités de création d'actifs profiteront aux hommes et aux femmes et porteront sur:
 - i) la construction et l'amélioration des voies d'accès; ii) la bonification des terres; iii) l'utilisation des techniques de captage de l'eau; iv) la plantation de mangroves pour atténuer le risque de dommages dus à la montée du niveau de la mer; et v) la réparation des réservoirs d'eau. Le PAM et ses partenaires se concerteront avec les communautés pour concevoir des activités en fonction des rôles des femmes et garantir l'égalité des chances pour les hommes et les femmes sans pour autant alourdir le fardeau pesant sur ces dernières.
29. Les communautés ciblées recevront une assistance pendant la durée du programme de pays 200866 afin d'en maximiser les avantages. Cette approche diffère des précédentes activités Vivres contre travail, qui se caractérisaient par une assistance à court terme sur un territoire étendu. L'autorité nationale chargée des questions environnementales étudiera les propositions de création d'actifs afin de garantir que les activités approuvées n'aient pas d'effets négatifs sur l'environnement.
30. Les transferts de type monétaire seront utilisés dans les activités de création d'actifs destinées à renforcer la résilience; le bureau de pays a constaté que cette approche était viable. Selon une évaluation financière de 2014, la capacité de Sri Lanka à transposer à plus grande échelle les transferts de type monétaire est "moyenne". Les risques associés au secteur financier sont classés comme étant "moyens" ou "faibles". Une enquête sur les transferts monétaires menée par le PAM auprès des bénéficiaires montre une préférence pour les espèces. Les marchés intégrés, la stabilité raisonnable des prix, la compétitivité des négociants, la solidité de l'infrastructure bancaire et l'utilisation accrue des téléphones mobiles confirment le bien-fondé des interventions faisant appel aux transferts monétaires.
31. Les transferts monétaires seront effectués par l'intermédiaire des banques ou des opérateurs de téléphonie mobile. Leur valeur sera équivalente à la valeur marchande d'un assortiment alimentaire de base du PAM composé de riz, de légumes secs et d'huile. La valeur du transfert monétaire est de 0,38 dollar par jour et par bénéficiaire, ce qui est inférieur au salaire journalier des travailleurs sans qualification afin d'éviter de faire concurrence au marché du travail; elle est cependant suffisante pour couvrir les besoins alimentaires essentiels d'une famille de quatre personnes.
32. Le PAM appuiera les interventions du Gouvernement visant à lutter contre les inégalités entre les sexes dans l'accès à l'emploi et le contrôle des actifs productifs.
33. La sélection des bénéficiaires et des activités de création d'actifs sera guidée par une analyse de la problématique hommes-femmes, qui sera menée au dernier trimestre de 2015. Le PAM veillera à ce que les femmes et les hommes contribuent au choix des activités de renforcement de la résilience et de création d'actifs et puissent y participer sur un pied d'égalité, compte tenu de leurs besoins particuliers.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT DE TYPE MONÉTAIRE, PAR COMPOSANTE (en grammes/personne/jour)				
	Composante 1 – Nutrition		Composante 2 – Alimentation scolaire	Composante 3 – Renforcement de la résilience
	Enfants de moins de 5 ans – traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes enceintes et mères allaitantes		
Riz	–	–	75	–
Légumes secs	–	–	35	–
Huile végétale	–	–	15	–
SuperCereal	–	200	–	–
SuperCereal Plus	200	–	–	–
Transferts de type monétaire (en dollars/personne/jour)	–	–	–	0,38
Total	200	200	125	0,38
Total kcal/jour	820	760	525	2 114
% kcal d'origine protéique	32	28	12	9
% kcal d'origine lipidique	18	12	16	12
Nombre de jours d'alimentation par an ou par mois	30	30	21	30

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR COMPOSANTE*

		Composante 1 – Nutrition		Composante 2 – Alimentation scolaire	Composante 3 – Renforcement de la résilience	Total
		Enfants de moins de 5 ans – traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes enceintes et mères allaitantes			
Riz	<i>en tonnes</i>	–	–	5 040	–	5 040
	<i>en dollars</i>	–	–	2 560 320	–	2 560 320
Légumes secs	<i>en tonnes</i>	–	–	2 352	–	2 352
	<i>en dollars</i>	–	–	2 704 800	–	2 704 800
Huile végétale	<i>en tonnes</i>	–	–	1 008	–	1 008
	<i>en dollars</i>	–	–	819 504	–	819 504
SuperCereal	<i>en tonnes</i>	–	1 188	–	–	1 188
	<i>en dollars</i>	–	510 840	–	–	510 840
SuperCereal Plus	<i>en tonnes</i>	1 368	–	–	–	1 368
	<i>en dollars</i>	1 287 280	–	–	–	1 287 280
TOTAL	<i>en tonnes</i>	1 368	1 188	8 400	–	10 956
	<i>en dollars</i>	1 287 280	510 840	6 084 624	–	7 882 744
Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		–	–	–	4 468 800	4 468 800
Développement et augmentation des capacités (<i>en dollars</i>)		–	–	–	–	553 173
TOTAL (<i>en dollars</i>)		287 280	510 840	6 084 624	4 468 800	12 904 717
% de la totalité des besoins**		10	4	47	35	100

* Les montants correspondent à la valeur des transferts, et non au recouvrement intégral des coûts.

** Valeur des vivres pour chaque composante, en pourcentage du total.

GESTION DU PROGRAMME ET DES RISQUES

34. Le PAM n'a pas rencontré de difficultés politiques ou logistiques importantes à Sri Lanka. Les institutions des Nations Unies entretiennent d'étroites relations avec le nouveau Gouvernement, qui a pris ses fonctions en janvier 2015.

Risques programmatiques

35. Le PAM n'a pas constaté d'exploitation ou d'abus à l'encontre des femmes et des enfants à Sri Lanka. Néanmoins, le programme de pays 200866 intégrera systématiquement la protection moyennant un suivi par contact direct avec les bénéficiaires. Le PAM sensibilisera les partenaires coopérants à leurs responsabilités juridiques et éthiques envers les bénéficiaires. Des évaluations des questions de protection et de la violence sexiste seront intégrées dans l'analyse différenciée par sexe. Le PAM évalue en permanence les risques et

les mesures d'atténuation liés aux transferts monétaires, et a établi un registre des risques. D'autres femmes seront recrutées pour contrôler les aliments.

36. Conformément aux procédures normalisées, les achats de produits alimentaires locaux auront la priorité tant que les prix seront compétitifs. Les activités de renforcement de la résilience fourniront des espèces mais, compte tenu du bon fonctionnement des marchés dans le pays et de la disponibilité de denrées produites localement, il ne devrait pas y avoir de distorsion du marché. Les mécanismes de suivi et de responsabilisation réduiront le plus possible l'utilisation abusive des transferts monétaires. Les parties fournissant les espèces feront l'objet d'un suivi à des fins de conformité, et le PAM renforcera la capacité des homologues gouvernementaux à gérer les transferts monétaires dans la transparence.
37. En cas de non-conformité du *Thripasha* aux normes internationales, le PAM continuera d'acheter du SuperCereal et du SuperCereal Plus jusqu'à ce que ce produit respecte les normes voulues en matière de nutrition et de qualité.
38. Le Gouvernement se chargera des produits alimentaires achetés sur les marchés internationaux à partir de leur arrivée dans les ports. Il en fera de même pour les achats locaux au point de livraison, pendant l'entreposage et lors de la distribution aux bénéficiaires. Le Gouvernement dispose des capacités de suivi et d'établissement de rapports nécessaires pour garantir la bonne utilisation et la reddition des comptes.

Risques contextuels

39. L'environnement politique à Sri Lanka n'a pas gêné la fourniture de l'assistance, même pendant le conflit qui a pris fin en 2009. Le pays connaît maintenant la paix et la stabilité et les élections se déroulent librement. Les risques liés à la sécurité sont minimes et la lutte contre la faim et la malnutrition ne présente pas de risques politiques.
40. Les catastrophes naturelles constituent le principal risque contextuel. Le présent programme de pays appuie le renforcement de la résilience chez les personnes vulnérables face aux catastrophes, mais des mesures seront prises pour atténuer les effets des aléas. Le PAM travaillera avec le Ministère de la gestion des catastrophes et d'autres institutions en vue d'élaborer un plan national d'intervention et de mettre en œuvre une stratégie de réduction des risques de catastrophe. Il encouragera en outre le Gouvernement à mettre en place des systèmes d'alerte rapide et des mesures de préparation dans les zones sujettes aux catastrophes.

Risques institutionnels

41. Afin d'assurer le financement et le soutien des donateurs, le bureau de pays augmentera ses capacités d'exécution du programme de pays 200866 conformément à la stratégie de mobilisation des ressources, et améliorera le suivi et l'évaluation afin de fournir aux donateurs des données fiables sur les indicateurs de performance. Le PAM renforcera les capacités de son personnel en matière de nutrition, d'analyse de la vulnérabilité et dans d'autres domaines; il renforcera également les capacités des partenaires en matière de planification, d'exécution, de suivi et de gestion des différentes modalités de transfert.

SUIVI ET ÉVALUATION

42. Un système de suivi fiable sera établi afin d'assurer l'efficacité de la mise en œuvre et d'appuyer le développement des capacités gouvernementales de suivi à l'avenir. Les contrôleurs de terrain collecteront et analyseront les données moyennant un suivi régulier sur place et un suivi post-distribution effectué auprès des ménages. Les partenaires

coopérants rendront compte de l'exécution du programme et de ses produits, et des activités de suivi conjointes permettront d'assurer une meilleure prise en main des activités par les instances publiques. L'analyse différenciée par sexe, menée conformément aux directives du PAM, fera partie intégrante du suivi et de l'évaluation. Un plan de suivi et d'évaluation sera mis en œuvre pour les activités de développement et d'augmentation des capacités.

43. Un système de collecte et de gestion des données en temps réel, qui utilise des tablettes et un serveur en ligne accessible à tout le personnel, a été mis en place: il permettra d'accéder immédiatement aux données et facilitera la coordination des interventions. Les constatations, les tendances, les réalisations et les enjeux seront communiqués par le biais de rapports de suivi et de notes d'information à l'intention des donateurs.
44. L'évaluation finale du programme de pays 200866, qui portera sur la performance globale et les résultats obtenus, sera complétée par un examen stratégique de pays à revenu intermédiaire en 2016 afin d'appuyer la formulation du programme de pays suivant. Les constatations issues de ces études et les enseignements tirés de la mise en œuvre serviront de guide aux futures stratégies.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Riz	5 040	2 560 320	
Légumes secs	2 352	2 704 800	
Huile végétale	1 008	819 504	
SuperCereal	1 188	510 840	
SuperCereal Plus	1 368	1 287 280	
Total, produits alimentaires	10 956	7 882 744	
Transport extérieur		297 880	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		734 004	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		8 914 628	8 914 628
Transferts de type monétaire		4 468 800	
Coûts connexes		154 880	
Transferts de type monétaire et coûts connexes		4 623 680	4 623 680
Développement et augmentation des capacités		553 173	553 173
Coûts opérationnels directs			14 091 481
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			4 324 561
Total des coûts directs du projet			18 416 042
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			1 289 123
COÛT TOTAL POUR LE PAM			19 705 165

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 235 176
Agents des services généraux	785 674
Total partiel	2 020 850
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	55 000
Sécurité	314 268
Voyages et transport	714 996
Études préalables, évaluations et suivi ¹	450 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 324 561

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p>	<p>Les femmes ont accès sur un pied d'égalité au processus de constitution des comités de gestion de projet.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	<p>Les autorités locales fournissent les renseignements et l'appui nécessaires s'agissant des problèmes de protection.</p>





ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Partenariats</p> <p>Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p>	
<p>Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels</p>		
<p>Effet direct 3.1</p> <p>Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dirigés par une femme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dirigés par un homme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p>	<p>Il n'y a pas de troubles civils ou de catastrophes naturelles pendant la durée du projet.</p> <p>Il n'y a pas de rupture majeure de la filière d'approvisionnement.</p> <p>Des fonds suffisants sont disponibles.</p> <p>La capacité d'exécution est adéquate et l'infrastructure nécessaire est mise en place sur les sites visés.</p> <p>Les communautés et les instances locales sont déterminées à planifier et mettre en œuvre des activités et à entretenir les actifs correspondants.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par un homme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par une femme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p>	
<p>Produit 3.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue</p>	
<p>Produit 3.2</p> <p>Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Un appui technique adéquat est fourni par les organismes de contrepartie et les organisations partenaires.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération (en %) Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p>	<p>Les aliments distribués ne sont pas partagés. Des articles non alimentaires sont disponibles en quantité suffisante pour appuyer l'exécution des activités. Il n'y a pas de rupture majeure de la filière d'approvisionnement. Des fonds suffisants sont disponibles. Les partenaires coopérants fournissent des données fiables sur les résultats des traitements. Des fonds sont disponibles pour financer l'évaluation de la couverture du traitement de la malnutrition aiguë modérée.</p>
<p>Effet direct 4.2 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire</p>	<p>Indice de capacité nationale: alimentation scolaire Capacité de production: les suppléments alimentaires produits localement (<i>Thripasha</i>) sont de meilleure qualité</p>	<p>Le Gouvernement est déterminé à prendre en main et à transposer à plus grande échelle le programme d'alimentation scolaire. Des fonds sont disponibles pour mesurer l'indicateur.</p>
<p>Effet direct 4.3 Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation</p>	<p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles secondaires aidées par le PAM Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles secondaires aidées par le PAM Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles secondaires aidées par le PAM</p>	<p>Le Gouvernement et les autres partenaires sont à même de fournir des ressources complémentaires. Le Gouvernement continue d'investir dans les ressources humaines et le matériel dans les écoles. Il n'y a pas de rupture majeure de la filière d'approvisionnement. Des fonds suffisants sont disponibles. Les partenaires coopérants fournissent des données fiables sur les écoles.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles secondaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles secondaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles secondaires aidées par le PAM</p>	
<p>Produit 4.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 4.2</p> <p>Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	<p>Les communautés sont en mesure de mettre en œuvre les activités.</p>

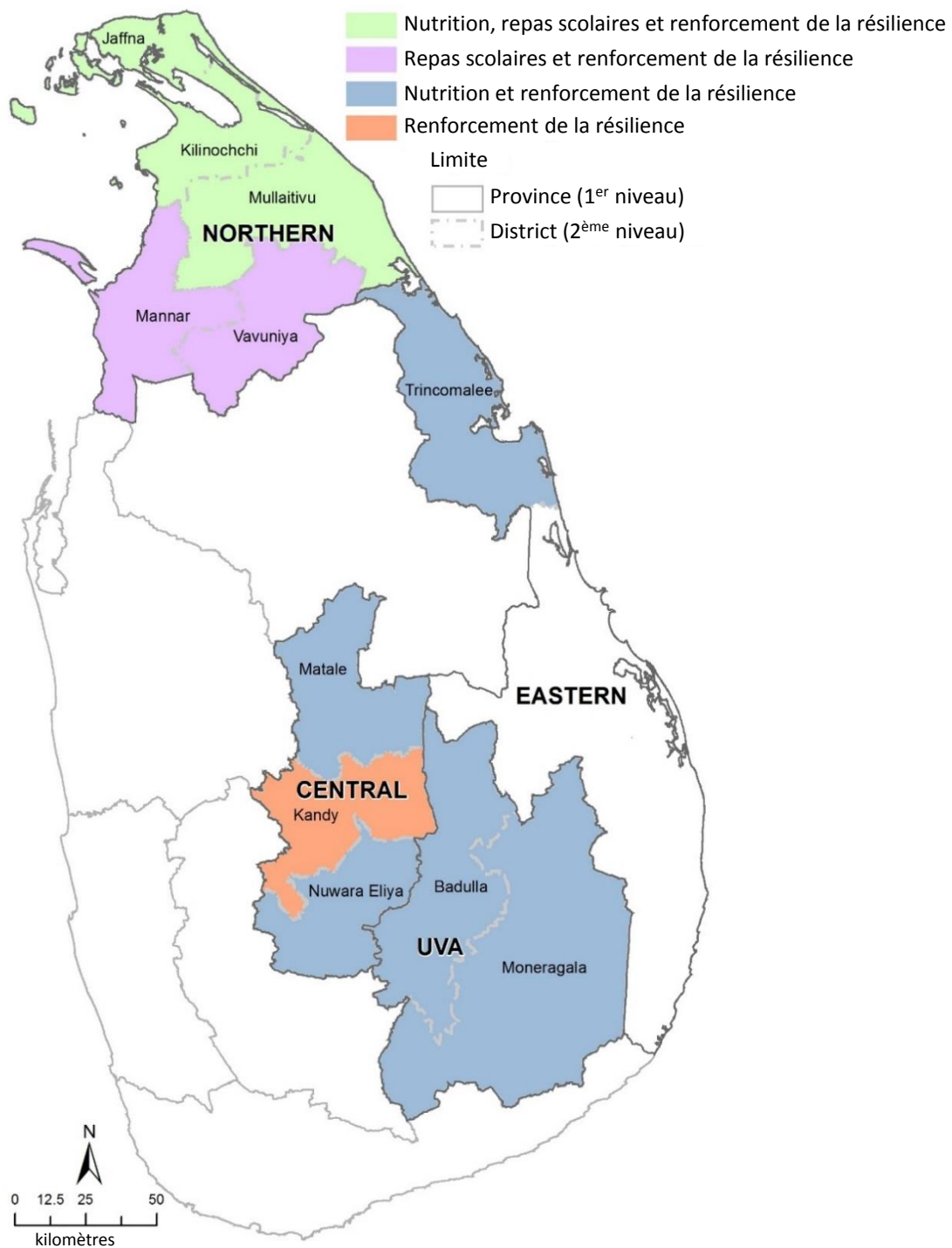


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.3 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire et des systèmes de nutrition et de sécurité alimentaire, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire</p>	<p>Nombre d'évaluations/d'opérations de collecte de données réalisées au niveau national prenant en compte la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à l'appui du PAM</p>	<p>Le Gouvernement met à disposition le personnel approprié pour les activités de développement des capacités.</p>
<p>Produit 4.4 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés</p>	<p>Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM</p>	<p>Le Gouvernement met à disposition le personnel approprié pour les activités de développement des capacités.</p>
<p>Produit 4.5 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	

ANNEXE III

Programme de pays Sri Lanka (2016-2017) 200866



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance